

Le point du jour

Génocide, programme et institutions, avenir de la gauche, démocratie

Dans son édition du 3 juillet, *Le Monde* évoque les archives de l'Elysée qui établissent clairement que : « *A partir de la fin de l'année 1990, plus de trois ans avant le déclenchement du génocide, l'Elysée avait reçu des signaux d'alerte diplomatiques et militaires* ». Le 19 janvier 1993, l'ambassadeur de France écrit à Mitterrand Ier que : Le pouvoir de Kigali voudrait "***procéder à un génocide systématique***". Deux mois plus tard s'ouvre la période de la cohabitation avec le gouvernement Balladur 29 mars 1993 - 11 mai 1995 ... Les responsabilités seront donc partagées, même si on peut alléguer le « ***domaine réservé du Président de la République*** » qui ne figure pas dans les textes. Védrine raconte comment, consulté par Mitterrand, il s'inquiéta du drame qui se déroulait ; le Sphinx de l'Elysée disant avec toute le profondeur qui sied quand on dit des conneries : « ***le combat des serfs contre les Seigneurs !***»

Tu l'as dit bouffi : 800.000 morts en trois mois, et une armée française conduite, semble-t-il, à soutenir dans un premier temps les génocidaires, puis à les protéger avec l'opération Turquoise.

Les choses sont, affirment beaucoup - Péan, Bernard Debré, et bien d'autres - bien plus complexes. Il y aurait génocide dans le génocide, une série de génocides dont chacun serait une vengeance sur le précédent, mais nous n'avons rien à faire dans cette galère si nous n'avons pas pour but de défendre la paix. Manifestement les objectifs de Tonton le Flingueur étaient d'un autre ordre : tenir la dragée haute aux Britanniques.

Quoi qu'il en soit, il faut maintenant faire toute la lumière, ce que n'a pas fait la commission parlementaire conduite par Quilès, alors même que reprenant les témoignages des soldats et officiers qui sont intervenus sur place, elle pouvait se faire une idée précise et obtenir des preuves de l'usage qui fut fait des troupes françaises et des ordres reçus. On consultera à ce sujet le site Wikipedia

http://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9nocide_au_Rwanda

La gouvernance

On évoque beaucoup ces temps ci la ressemblance qui existerait entre le mode de gouvernement actuel et celui du second Empire. Il serait plus intéressant de comparer le processus de dégradation rapide qui conduisit, en moins de quatre ans, de la révolution de

février 1848 au coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, que celui-ci fit « *valider* » par deux plébiscites successifs.

Tocqueville qui fut l'un des dix-huit rédacteurs de la constitution de la seconde République, puis ministre des affaires étrangères, explique comment le pays n'était déjà plus républicain lors de l'élection (la première au suffrage universel direct) du président de la République française. Louis-Napoléon Bonaparte, explique-t-il, élu le 9 décembre 1848, commença de comploter dès le 10 contre le régime dont il était le président. Il souligne ensuite comment, à partir du printemps 1851, paysans et bourgeois avaient déjà donné leur adhésion – six mois avant les faits - au coup d'Etat qui allait se produire et qu'ils attendaient, alors que lui, Tocqueville menait son dernier combat afin d'obtenir une révision constitutionnelle qui sauverait les institutions.

Nous n'en sommes pas encore là.

Le pouvoir instaure une nouvelle pratique des institutions qui n'est pas conforme au texte de la Constitution. Ce serait, pour une opposition cohérente, le seul angle d'attaque, qui lui permettrait de déposer dès aujourd'hui une motion de censure et de saisir le Conseil constitutionnel ; il lui appartiendrait également de proposer une réforme constitutionnelle, ou un changement de Constitution. Mais Hollande continue un jeu de fond de court à coups de petits mots ironiques.

Les déphasés

Hollande ne s'aperçoit pas, pas plus que les vieux crocodiles ou éléphants qui l'entourent, qu'ils ne sont plus en phase avec le pays. Quelle idéologie représentent-ils ? Quelles couches sociales ? Et leur engagement auprès du monde des ouvriers et employés ? Quelle place tiennent les travailleurs, les représentants des minorités, ceux des forces vives, dans l'appareil du parti ? **Aucune.**

Le seul qui avait une vision globale : Michel-Cassandre Rocard, est désormais sur la touche, atteint par la limite d'âge et les problèmes de santé, après l'avoir été par l'appareil du parti, comme, en son temps, la gauche laissa à l'écart Mendès-France et lui préféra Guy Mollet – en voilà un homme d'appareil, à la Hollande – et Mitterrand ! **No Comment !** Depuis Tonton le Flingueur - Ramsès François - le parti socialiste ne fut occupé que par le combat des chefs, chacun s'efforçant de tenir l'autre par les couilles (comme dans l'histoire du petit chien qu'on utilise pour la chasse aux gorilles, que racontait Coluche). Ceci explique

d'ailleurs comment Jospin, Hollande, Fabius et DSK se sont neutralisés, ce qui a permis à Ségolène de les niquer, pour le plus grand contentement de Sarkozy. Celui-ci estimait, à juste titre, qu'elle serait plus facile à battre que DSK (contre lequel la droite avait gardé quelques cartouches asphyxiantes).

L'élection était imperdable

Voilà le discours des grands stratèges. Sarkozy peut/pourrait dormir sur ses deux oreilles : « *si nous ne faisons pas de conneries, nous sommes au pouvoir pour 30 ans, disait un gaulliste...* » ; Sarkozy peut penser être au pouvoir pour 15 ans : deux mandats, plus celui d'un successeur. Mais chacun sait qu'en la matière, les choses tournent si vite, et je me garderais bien de l'affirmer...

Sarkozy entend toujours être à la manœuvre...soit ! Pour l'instant ça marche, pour combien de temps ? Personne ne le sait. Quand il dit : « *nous sommes condamnés à réussir* », il dit vrai.

Rien n'empêche qu'un jour il se mette en torche, comme un parachute. Ses ennemis de la droite (car il n'a rien à craindre de la gauche pendant un bout de temps) n'attendent que le moment propice ...mais ils savent qu'il leur faut un peu de patience. L'élection était d'emblée ingagnable pour la gauche parce que le programme du P.S. était injouable, les Français le savaient. Quant au programme de Ségolène, quel était-il, changeant de jour en jour ? et de plus alors qu'elle jouait les ballerines, les éléphants l'avaient lestée de semelles de plomb : 35 heures, SMIC...Tout ceci était évident pour qui cherchait un peu ; je l'ai écrit à ce moment-là dans mon *journal de campagne*.

Mais le programme de Sarkozy ?

Il est vrai qu'il n'était pas obligatoirement clair, pas véritablement cohérent ; indéfendable sur certains points (multiplication des dépenses, rien sur les institutions, vision nulle –comme ses deux comparses- sur la question de l'entrée de la Turquie), mais la volonté de gagner était évidente. Le programme existait, ou semblait exister, si imparfait fût-il, et les français ont jugé qu'il valait mieux un programme, même pas très bon, que pas de programme du tout. Sarkozy faisait en outre preuve d'un volontarisme réel (même si les analystes en soulignent l'ambiguïté « déceptive » : « *je ne vous décevrai pas..., je ne vous trahirai pas* ») ; c'était quand même ce que les citoyens souhaitaient entendre, lassés de leur cocuage éternel, qu'on se rappelle le coup de « *la fracture sociale* » !.

En phase

La victoire de Sarkozy repose sur le fait d'être en phase. En phase avec le côté people, débité à longueur de pages de magazines et de shittélévision ; il est du côté de ces gens-là : strass, paillettes, Fouquet's et yachts ; et cela, une partie des Français, notamment dans l'électorat populaire ne lui en veut pas.

Il est l'ami des vedettes et des riches, on ne lui en veut pas non plus ; il est le rêve accompli de ce dont les téléspectateurs de TF1 rêvent ; je vous remettrai bien un petit coup de Pernaut !

Comment ça marche ?

Tout se passe comme si le discours distributif de la gauche ne passait plus : « *demain on rase gratis !* » on n'y croit plus. Comme si les gens avaient compris que tous ces discours leur coûtaient cher ; comment les 35 heures ont été une catastrophe pour les fins de mois, alors même que ceux qui apparaissaient comme les plus protégés, les statuts spéciaux ne risquaient rien. [Qu'on pense aux malheureux conducteurs de TGV de la SNCF, contraints de demander une préretraite, avant la retraite de droit à 50 ans, pour aller trimer comme des miséreux, pour des salaires de misère, loin de chez eux ! Sûr que quand ils vont se mettre en grève, ils auront le soutien des caissière qui font 30 heures, temps partiel non choisi, et 3 heures de trajet, quand il y a des trains !]

Bref, le discours auquel ils ne croyaient plus depuis longtemps, passant du vote PC au vote Le Pen, leur est devenu insupportable, d'autant plus qu'ils souffrent chaque jour de l'absurdité d'un système dans lequel reprendre le travail amène une perte de revenu ; ce revenu qui ne permet pas de vivre.

Bref, ils ont rejeté le discours qui demande le partage des fruits de la croissance...quand il n'y a pas de croissance. Ce discours ne passe plus !

Et maintenant ?

Une partie des élus de la gauche va continuer à rejoindre Sarkozy, par opportunisme pur pour les uns, parce qu'ils entendent faire avancer leurs idées, pour les autres. Fillon veut rendre possibles les réformes, réformer les institutions. Il a raison, le problème est de savoir jusqu'où il pourra aller. Les syndicats ont compris qu'il y avait une partie à jouer, c'est de leur intérêt, comme de celui du gouvernement. Le problème demeure celui des blocages idéologiques, qu'on pense au syndicalisme étudiant qui entend encore défendre un

égalitarisme de façade alors que les grandes écoles consomment 30% du budget de l'enseignement supérieur pour 4% d'étudiants des milieux les plus favorisée ; qui est encore réticent à un partenariat qui seul peut apporter à la fois des débouchés et de l'argent, qui entend encore qu'au nom de l'égalité on fasse tout, partout, pour des résultats souvent médiocres, au lieu de jouer la complémentarité...

Le problème le plus grave est véritablement celui de la démocratie réelle et de l'existence des pouvoirs intermédiaires. Sarkozy veut tout contrôler (presse et médias, notamment), et il a tort !

Le fond du pays adore la démagogie et le césarisme, comment ne pas jouer là-dessus quand on est affamé de pouvoir ?

C'est sans doute là le talon d'Achille de Sarkozy ; en ce sens, il serait à lui-même son pire ennemi, car il n'existe guère d'exemple historique où l'autorité du régime, et l'omnipotence du chef, n'aient conduit à la catastrophe.

Pour en revenir à la comparaison initiale, ce fut le cas s du second Empire. Napoléon III acheva la tâche de l'oncle ; celui-ci avait fait, écrit Tocqueville : « *de nos alliés naturels (les Allemands), nos pires ennemis* » ; celui-là engagea la France dans la guerre contre la Prusse. La défaite de 70, mobilisa tous les efforts de la IIIe République, à partir de 1905, pour préparer la revanche ; la guerre de 14-18 (qui n'est pas totalement éloignée de la guerre interne au Rwanda), conduisit à la victoire, puis à la seconde guerre mondiale...L'Empire, de pire en pire !

Il faut, dès maintenant, renforcer la vie démocratique, les instances démocratiques, les pratiques démocratiques (voir mon texte : « **Restaurer la démocratie** »). C'est possible, c'est la volonté affirmée de Fillon, puisse-t-il dire vrai. C'est le problème majeur qui se pose désormais au pays.

Version PDF de ce texte.